

Etat de guerre et SNMH

Gabriel Galice*

« Le Prince fait toujours circuler ses projets ; il veut commander pour s'enrichir et s'enrichir pour commander ; il sacrifiera tour à tour l'un et l'autre pour acquérir celui des deux qui lui manque, mais ce n'est qu'afin de parvenir à les posséder enfin tous les deux ensemble qu'il les poursuit séparément ; car pour être le maître des hommes et des choses, il faut qu'il ait à la fois l'empire et l'argent. » (Jean-Jacques Rousseau, *Projet de paix perpétuelle*, OC III, p.178)

C'est de pouvoir dont je vais vous parler, de pouvoir social et des pouvoirs nationaux. En vous rendant attentifs aux termes que nous employons, afin d'éviter de prendre les mots pour des idées, pire encore pour la réalité des choses. Pour ce faire, il faut distinguer, séparer, choisir, critiquer, du grec krinein.

L'Etat de guerre est une notion de Thomas Hobbes retravaillée par Jean-Jacques Rousseau. Pour Hobbes, l'état de guerre, la guerre « de tous contre tous », l'anarchie, règne à l'état sauvage. Pour Rousseau, le sauvage n'est ni bon ni méchant, plutôt spontané, solitaire, ingénu. Fruit de l'œuvre du créateur, il ne saurait être mauvais. La vie en société attise les rivalités, fait dégénérer l'amour de soi en amour propre, instaure par là l'état de guerre, rapport de forces, situation intermédiaire entre la paix sereine et la guerre ouverte.

Quelles ont été les séquences de l'état de guerre dans le monde depuis 65 ans, la Guerre froide en ayant proprement constitué une bonne part ?

1. Le séquençage historique

Quatre périodes sont repérables depuis 1945 : **1**- la première phase de la guerre froide jusqu'à 1961, inaugurée par les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki, les 6 et 9 août 1945, Plan Marshall lançant le Marché commun, constitution des deux Blocs ; **2**- la décolonisation, la crise des missiles à Cuba, la constitution de la Tricontinentale à Cuba en 1966, les non-alignés de 1961 à 1970 ; **3** – l'inconvertibilité du \$ en or en 1971, la crise pétrolière de 1973 engendrant pétrodollars et prolifération d'armes acquise par les pays producteurs de pétrole, la fondation de la Trilatérale (publication de *La crise de la démocratie* en 1975), le putsch de Pinochet mettant en œuvre, avant Reagan et Thatcher, le néolibéralisme économique, le Tokyo Round du GATT, soit une remise en ordre théorique et pratique du capitalisme ; **4** - la période 1989 – 2013 : chute du mur de Berlin, renaissance de la puissance allemande, implosion du communisme, expansion du capitalisme, illusions pacifiques suivies de nouvelles réalités guerrières (dont les guerres yougoslaves), transformation du GATT en OMC, puissances émergentes et relatif déclin occidental, élargissement de l'OTAN mais aussi mouvements d'émancipation en Amérique latine.

La logique de cette dynamique est animée par les rivalités et les inégalités, nationales et sociales.

2. Le Système national / mondial hiérarchisé (SNMH)

Face à la notion floue et trompeuse de « mondialisation », Michel Beaud (par ailleurs auteur d'une féconde *Histoire du capitalisme*) a forgé le concept de « système national / mondial hiérarchisé ». Retenons ici qu'il oppose à l'image de la *sphère* induite par le mot « globalisation », la vision en termes de *pyramide*, associant la crise des trois reproductions, la reproduction du capitalisme, la reproduction des sociétés humaines, la reproduction de la Terre. La pyramide indique les inégalités des parties prenantes.

L'appellation commune de « mondialisation » désigne, selon lui, « la mondialisation contemporaine du capitalisme financier techno-scientifique. »

Dans la longue durée, nous sommes passés, selon Beaud, de l'économie marchande à l'économie de marché, puis, de cette dernière, au capitalisme comme régime d'accumulation¹. La mention de l'économie de marché cache le capitalisme de connivence (crony capitalism), nouvelle association d'intérêts économiques et politiques ou « le capitalisme pdf » (Peace, Democracy, Free Market) selon Claude Serfati. L'ensemble de la période 1970-2013 traduit le passage de l'Etat social (Welfare State) à l'Etat de guerre (Warfare State), **l'économie s'oppose au développement**², sous couvert d'un discours de « lutte contre la pauvreté »

Hiérarchies mais aussi domination(s)

3. Retour de la notion d'empire

L'expression la plus inattendue du regain de la notion d'empire en est la forme apologétique selon Robert Cooper³, successivement conseiller de Tony Blair et de Javier Solana. Niall Fergusson vante semblablement l'ambition impériale étasunienne.

Pour clarifier la notion d'empire, il convient, avec Sami Naïr, de distinguer l'aspect territorialisé, politico-militaire, dont les pays membres de l'OTAN sont la traduction, et l'empire politico financier réticulaire (en réseau). « L'empire est un système-monde, l'impérialisme est un comportement politique, économique, militaire, qui peut caractériser une grande comme une petite nation. (...) L'empire est le système marchand désormais mondialement dominant, l'impérialisme loge en son cœur, à travers l'hégémonie structurelle des Etats-Unis⁴».

Au travers du prisme du « matérialisme historico-géographique », David Harvey⁵ parle d'impérialisme capitaliste comme étant la fusion contradictoire des politiques d'Etat et d'empire avec les processus moléculaires de l'accumulation du capital dans l'espace et dans le temps. L'accumulation par dépossession s'appuie sur la force militaire pour conquérir des ressources économiques.

¹ Lire aussi *Les mensonges de l'économie* » de J.-K. Galbraith.

² Cf. Christian Comelieu, *L'économie contre le développement ? Pour une éthique du développement mondialisé*, L'Harmattan, 2009.

³ <http://www.guardian.co.uk/world/2002/apr/07/1>

⁴ Sami Naïr, *L'empire face à la diversité*, Hachette, 2003, p.10-11.

⁵ *Le nouvel impérialisme*, Les prairies ordinaires, 2011.

Pour Alain Joxe, évoquant les « guerres de l'empire global⁶ » ouvrage majeur pour comprendre les enjeux de l'heure, la mutation économique a sa source conjointe dans la métamorphose des rapports de forces militaires et de celle des nouveaux moyens décisionnels financiers. Jean-Claude Werrebrouk avance la même idée : « « Ainsi aux USA, c'est bien l'industrie financière qui, en augmentant sa part de marché dans le PIB », permet aussi le développement américain dans le total des dépenses militaires mondiales (...) La fin de Bretton Woods permet ainsi le gonflement du budget militaire américain avec les financements des guerres associées : Vietnam, Irak, Afghanistan.⁷ ».

Plus globalement, selon Joxe, « La gouvernance insécuritaire remplace l'Etat protecteur » : « les trois échelles successives de prédation sont les empires, la bipolarité et la globalisation. » « Cette absence de projet politique procède de deux causalités historiques qui s'additionnent, non sans contradictions : la définition historiquement non colonialiste, de l'empire américain et la définition, non politique, de l'empire financier global dont les Etats-unis ne sont plus que la tête apparente. »

Conclusion

En 68 ans, le monde a changé, pas toujours en mieux. Aux capitalismes nationaux régnant sur un tiers du globe, contenus par la pression du communisme réel et des non-alignés, a succédé un pancapitalisme financier mondialisé, hiérarchisé, militarisé. L'idéologie accompagne ce changement : Hayek a détrôné Keynes au firmament des idées reines, le **libérisme** - libéralisme économique promouvant la liberté des marchandises et des capitaux d'abord - supprime le libéralisme - libéralisme politique prioritairement attaché à la liberté des hommes - (Benedetto Croce).

Les conflits en cours témoignent tous de l'assertion de Rousseau citée en exergue : les dirigeants / dominants cumulent le pouvoir économique (l'argent) et le pouvoir sur les hommes (l'empire). Il faut y ajouter le pouvoir militaire, et celui des fabriques de l'opinion. Mais, depuis Rousseau, l'empire de l'argent (pouvoir d'accumulation) a investi l'empire politique (accumulation de pouvoir), l'a débordé même. Nous pouvons aussi nommer le SNMH « Nouvel ordre politique économique militaire mondial » (NOPEMM) Le prince moderne est plus près des transnationales que des palais politiques.

La compréhension des forces passe par l'analyse en terme de *stocks* et de *flux* (d'hommes, de ressources, d'ogives nucléaires, d'armes conventionnelles, d'idées...), conséquemment de *territoires* et de *réseaux* (politiques, financiers, idéologiques, religieux, médiatiques)

Les notions traditionnelles de « dedans » et de « dehors » sont estompées, interpénétrées, sans être effacées. La disparition des frontières est une illusion⁸. Le pouvoir politique a délégué aux forces économiques des moyens qui échappent au contrôle démocratique des peuples. Emerge de ce processus une néo-bourgeoisie partiellement déterritorialisée, nomadisée. « Les riches vont où ils veulent, les pauvres vont où il peuvent » écrit Régis Debray. « Les "marchés" sont en réalité composés d'hommes politiques restés dans l'ombre des transnationales.⁹ »

⁶ *Les guerres de l'empire global*, L'Harmattan, 2012.

⁷ « La loi d'airain de la monnaie », *Médium*, n°34.

⁸ « Frontières », *Médium* 24 /25, juillet – décembre 2010.

⁹ A. Joxe, *Les guerres...*, p.248.

L'exacerbation des inégalités accompagne l'abandon des fonctions sociales de l'Etat au profit de ses fonctions guerrières / policières / sécuritaires. L'appauvrissement des populations conduit à des émeutes qu'il faut réprimer. L'Espagne, la Grèce, sont les laboratoires d'essai de ces guérillas urbaines appelées à devenir des guerres civiles, larvées d'abord, possiblement ouvertes ensuite. Des oligarchies imaginent tous les dispositifs possibles (dont la machinerie de l'UE) de captation du pouvoir économique / politique à leur profit, brouillant les frontières partisans, noyant la séparation droite / gauche dans la prépotence marchande.

La perspective démocratique (politique et sociale) et l'exigence pacifique sont de la sorte liées, comme le sont l'esprit de conquête et la domination / répression intérieure. Puisque votre club « Dialogue et démocratie suisse », appelle à la confrontation des idées pour défendre la démocratie, permettez-moi quelques propositions visant à nourrir le débat. D'Alain Joxe, je reprendrai la suggestion d'une « stratégie démocratique contre l'empire global : « Certes, l'éthique commune à tous les peuples ne peut-être que la démocratie, mais nous sommes contraints de reprendre tout à la base, y compris ce mot démocratie : c'est un processus de prise de contrôle de force (*kratos*) sur des oligarchies par le peuple (*demos*), ce qui exige de la force et de l'intelligence localisées, car il s'agit du peuple réel formé d'habitants vivants, voisins et solitaires¹⁰ ». Qui dit « peuple réel » dit peuple situé dans un lieu et une histoire, une langue (parfois plusieurs), des lois et des mœurs. Ce couplage d'un peuple et d'une nation s'adossant l'un à l'autre est le thème de mon livre de 2002 *Du Peuple-Nation – essai sur le milieu national de peuples d'Europe*¹¹. Pour ma part, je franchis un pas de plus, celui qui conduit de la démocratie à la République. Le débat entre démocrates et républicains divisa intellectuellement la France, voici deux décennies¹². Le républicain ne dissocie pas la démocratie sociale de la démocratie politique, il prise les dirigeants qui ont le souci de conduire le peuple dans l'harmonie des intérêts entre gouvernés et gouvernants¹³. S'il exige la primauté du peuple, Jean-Jacques Rousseau, qui fustige l'ochlocratie – gouvernement de la populace - n'exclut ni le législateur, ni le gouvernement. La faveur obscène du mot « populiste » est une façon plus ou moins discrète, pour des oligarchies qui s'autoproclament élites, de tenir le peuple à distance, de le tenir en respect plutôt de le respecter et de s'en faire respecter.

Il faut un tiers - le totem de Freud - pour faire tenir un groupe humain. Les sociétés l'ont appelé dieux, ou Dieu, ou totem, ou ancêtres. Un Républicain du XXI^e siècle épris de laïcité nomme ce tiers « République », fusion de l'Etat et du peuple souverain. Les outils intellectuels proposés par Pierre Legendre sont précieux en ce qu'ils nous rappellent que l'homme est un **animal symbolique** qui doit de doter d'une triangulation pour éviter le face-à-face mortifère. Il importe de démocratiser la République plutôt que de lui opposer la démocratie vulgaire, amorphe, arithmétique. Surtout quand les manipulations de l'opinion font florès.

Merci de votre attention.

Genève, le 12 avril 2013.

* Gabriel Galice est vice-président de l'Institut International de Recherches pour la Paix à Genève (GIPRI <http://www.gipri.ch>). Ses principaux ouvrages sont *Du Peuple-Nation – essai sur le milieu national de peuples d'Europe* (Mario Mella, 2002) et (avec Christophe Miqueu) *Penser la République, la guerre et la paix sur les traces de Jean-Jacques Rousseau* (Slatkine, 2012) gabriel.galice@gipri.ch

¹⁰ A. Joxe, *Les guerres...*, p.205-206

¹¹ Lyon, Mario Mella, 2002.

¹² R. Debray, *Que vive la République !* Odile Jacob, 1989.

¹³ Denis Collin, *Revive la République !* Armand Collin, 2005.